



INTRODUCTION
AU
RAPPORT
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
SUR L'ACTIVITÉ
DE L'ORGANISATION

Août 1975

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 1A (A/10001/Add.1)

NATIONS UNIES



INTRODUCTION

AU

RAPPORT

DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

SUR L'ACTIVITÉ

DE L'ORGANISATION

Août 1975

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 1A (A/10001/Add.1)

NATIONS UNIES

New York, 1975

Introduction au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

I

A l'occasion du trentième anniversaire de sa fondation, il semble opportun de considérer l'évolution de notre organisation, d'examiner son état et sa nature actuels et d'envisager son avenir et ses possibilités. En trente ans d'activité, l'Organisation des Nations Unies a évolué de l'association de 51 pays qu'elle était à l'origine, étroitement liée aux circonstances de la seconde guerre mondiale, à l'organisation mondiale qui, cette année, avec plus de 140 Membres, réalisera presque l'universalité. Durant ces années, la variété et l'échelle de ses activités se sont élargies de façon spectaculaire pour refléter les données changeantes de l'époque ainsi que les intérêts et préoccupations de ses Membres.

Au lendemain d'un conflit mondial, il était naturel que les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies se soient préoccupés avant tout de créer un système de maintien de la paix permettant d'éviter la répétition de l'enchaînement désastreux de circonstances qui avait conduit à la seconde guerre mondiale. Cette entreprise hardie devait être bientôt contrecarrée par les antagonismes nouveaux qui surgirent immédiatement après la guerre. L'évolution du monde de l'après-guerre — et notamment l'apparition des armes nucléaires, la conclusion de pactes militaires régionaux, l'accélération du processus de décolonisation, les progrès extraordinaires des sciences appliquées et de la technique, l'accroissement impressionnant de la population et l'accès à l'indépendance d'un grand nombre de pays en voie de développement — a créé au cours de ces trente dernières années une structure géopolitique nouvelle. De ce fait, les fondements du pouvoir, tant politique qu'économique, dans le monde pris dans son ensemble se sont radicalement transformés, et ce d'une manière qu'il était impossible de prévoir à San Francisco.

Peut-être était-il trop optimiste, même en 1945, d'espérer que pût être instauré un cadre international net et précis qui fût capable de régler une fois pour toutes les relations internationales de gouvernements souverains et d'intervenir efficacement à chaque risque de conflit. Au lieu de cela, l'Organisation des Nations Unies a dû s'efforcer d'une manière plus improvisée de faire face aux situations critiques au fur et à mesure qu'elles se présentaient et de faciliter les changements nécessaires dans les relations entre Etats au sein du monde interdépendant qui s'est affirmé durant ce dernier quart de siècle.

Pour une large part, le désenchantement suscité dans les premiers temps par l'Organisation des Nations Unies, du moins parmi ses Membres fondateurs, découlait de l'échec à faire entrer dans la réalité le système de sécurité prescrit dans la Charte, système axé — ce qui était bien naturel —

sur ces événements désastreux du passé récent. Toutefois, les principes de la Charte et l'existence même de l'Organisation, quelles qu'aient été les insuffisances de celle-ci sur le plan pratique, ont apporté un ensemble d'idées unificatrices indispensable et un point central de contact dans une période de changement rapide. En dépit de tous les imprévus des trente dernières années, l'Organisation a fait preuve d'une aptitude remarquable à entreprendre de nouvelles tâches, à s'adapter à un monde changeant et à faire face à des problèmes nouveaux et inattendus tout en restant dans le cadre conceptuel et organisationnel fixé par la Charte. Loin de s'effondrer sous la pression, elle s'est agrandie et développée.

Dans les premiers temps de l'existence de l'Organisation, beaucoup craignaient qu'elle n'empiétât sur l'indépendance et la souveraineté nationales. L'on peut mesurer le changement d'attitude des gouvernements et des peuples durant ces trente dernières années en matière d'organisation internationale par le simple fait que l'une des critiques les plus fréquemment adressées aujourd'hui au système des Nations Unies est précisément qu'il lui manque encore la volonté collective, la discipline et les moyens nécessaires pour traiter efficacement les problèmes d'interdépendance.

Après trente années d'efforts, deux grandes questions concernant l'avenir restent encore sans réponse. Les nations souveraines de notre monde interdépendant sont-elles capables, dans les circonstances où nous vivons, d'arriver à un consensus suffisant et de faire naître la volonté collective nécessaire pour traduire dans les faits de façon durable le concept initial de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'instrument efficace du maintien de la paix ? Et sauront-elles accroître l'aptitude de l'Organisation à traiter les problèmes mondiaux auxquels ont à faire face tous les pays et qui ne peuvent certes pas être résolus isolément, ou par un pays, ou même par un groupe de pays ? De la réponse à ces deux questions pourrait bien dépendre l'avenir des Nations Unies et même l'avenir de l'humanité.

II

Quand nous nous penchons sur ces trente dernières années, nous devons certes admettre franchement nos points faibles et nos échecs, mais aussi nous garder de sous-estimer ce que nous avons accompli. Au cours des années amères, l'oeuvre de l'Organisation a changé de forme et de sens, son optique s'est modifiée. Les événements historiques étonnants qu'a connus le monde de l'après-guerre sont encore trop proches pour que nous puissions les analyser dans toute leur complexité. Il me semble, cependant, que l'Organisation a exercé une action vigoureuse, et

dont l'ampleur est encore souvent mal comprise, pour façonner l'histoire dans un sens constructif et pour fournir les moyens qui permettraient d'en amplifier les effets positifs et d'en réduire autant que possible l'aspect destructeur. Un tel zèle, fait de constance et de minutie, n'est guère spectaculaire, il n'alimente pas les gazettes; mais qui douterait que, sans l'Organisation, les mutations et les crises de ces trente dernières années auraient été infiniment plus douloureuses et se seraient bien moins prêtées à une solution pacifique ?

Pour connus qu'ils soient, un bref rappel de ces événements pourrait nous aider à concevoir une image plus précise de notre situation actuelle et faire apparaître les points essentiels sur lesquels doivent dorénavant porter nos efforts. J'ai déjà évoqué l'augmentation considérable du nombre des Membres de l'Organisation, attribuable en grande partie à l'accession à l'indépendance d'anciens territoires coloniaux. Personne, à San Francisco, n'avait prévu que la décolonisation serait un processus si rapide ni d'ailleurs qu'il se déroulerait dans un ordre relatif. Il est indéniable que l'ONU a considérablement facilité cette évolution, pour le bien des peuples qui aspiraient à l'indépendance comme pour celui des anciennes puissances coloniales. Mieux encore, elle a joué, et continue de jouer, un rôle indispensable dans les ajustements délicats qu'il faut apporter à toutes les formes de rapports humains à la suite d'une évolution aussi universelle. Outre sa responsabilité essentielle, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales, la tâche la plus délicate que doit accomplir l'Organisation reste sans conteste celle de trouver, par des voies pacifiques, de tels accommodements.

III

En ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, fonction première de l'ONU, le système mis en place par la Charte s'est révélé, pour diverses raisons, impossible à appliquer au pied de la lettre. Le Conseil de sécurité y a progressivement suppléé par un mécanisme de décision fondé sur la concertation et le consensus, qui lui a permis d'intervenir efficacement dans bien des affaires critiques et compliquées et d'établir les principes devant servir au règlement de problèmes politiques très complexes.

Pour mettre ces principes en pratique, le Conseil a mis au point un certain nombre de techniques nouvelles, comme les opérations de maintien de la paix, les missions de bons offices et le recours à différentes fonctions de la charge du Secrétaire général. Cependant, à une époque où la paix forcée et les solutions imposées n'ont plus cours, c'est des parties au conflit elles-mêmes que dépend et que doit dépendre avant tout le règlement de leurs différends. Le Conseil et le Secrétaire général peuvent prêter leur concours, sous une forme ou sous une autre, mais leurs efforts n'auront guère de succès si les parties elles-mêmes n'ont ni l'intention ni la volonté de composer. Le fait, d'ailleurs, qu'elles doivent en général surmonter de graves problèmes de politique intérieure pour régler leurs différends à l'extérieur pèse lourdement dans le règlement des conflits, et l'on en sous-estime souvent l'importance.

Le Conseil de sécurité n'agit que rarement avec l'autorité tranchante que lui confère la Charte; il a su s'adapter aux réalités du moment en s'offrant comme un forum où les conflits les plus menaçants et les querelles les plus enve-

nimées peuvent faire l'objet de discussions ouvertes et où le processus de la conciliation trouve l'occasion de s'engager et de progresser plus vite. Le Conseil remplit là une fonction indispensable à l'ère nucléaire. Peut-être n'est-il pas à même de résoudre tous les problèmes, mais, quand la nature même de ces derniers interdit un règlement immédiat, on ne saurait faire mieux que laisser s'apaiser l'ardeur des opposants, ménager un temps pour les accommodements et circonscrire le conflit. A cet égard, je suis persuadé que le pragmatisme constructif du Conseil de sécurité dans ce domaine n'a pas été jugé à son juste mérite par l'opinion publique.

Les conflits graves entre nations n'obéissent, hélas ! que bien rarement à la raison ou à la règle établie. Le grand mérite du Conseil de sécurité est, une fois ce fait admis, d'avoir poursuivi inlassablement ses efforts pour atténuer les effets de ces conflits par une recherche inlassable de règlements justes et durables.

Depuis 1945, il y a eu bien des conflits locaux, mais aucun n'a provoqué de guerre mondiale. Je pense que si ces conflits n'ont pas dégénéré, c'est, dans une très large mesure, grâce à l'ONU, notamment à l'insistance d'appel qu'est le Conseil de sécurité, et grâce aussi aux efforts inlassables déployés par ses Membres pour répondre aux lourdes exigences de leur tâche. Nous ne devons ni sous-estimer ce qui a été fait ni succomber à la tentation de crier haro sur l'ONU en lui imputant à faute la difficulté tenace de certains problèmes ou les vicissitudes de la politique internationale.

IV

Outre les efforts par lesquels elle cherche au jour le jour à sauvegarder la paix dans des situations de conflit données, l'Organisation a sans relâche essayé de résoudre les problèmes plus profonds de l'ordre international. Dès le départ, le désarmement sous tous ses aspects a été l'un de ses grands objectifs et, si l'on en juge par les efforts qu'elle y a consacrés, l'objet de sa plus grande constance. Que rien de définitif n'ait encore abouti ne fait qu'attester le péril extrême dans lequel la crise de confiance entre Etats met encore la société humaine. Le fait que nous vivions encore sous la menace des armes les plus destructrices et les plus aveugles que l'histoire ait connues représente un échec d'une extrême gravité pour la communauté internationale, et ce problème urgent reste inscrit en tête de l'ordre du jour de l'Organisation. J'y reviendrai dans la suite de mon introduction.

V

L'objectif de la justice sociale et d'un égal partage des chances pour tous les peuples est un dessein dont l'ampleur tend perpétuellement à réduire à l'insignifiance le chemin déjà parcouru. L'Organisation y a consacré la plus large part, et de loin, de ses ressources humaines et financières. Le rôle de pionnier que le système des Nations Unies a joué dans le domaine économique et social montre bien qu'il constitue l'un des promoteurs d'une évolution pacifique et d'une conception synthétique de la problématique sociale et économique universelle.

L'essor scientifique et technique sans précédent du dernier quart de siècle et les progrès saisissants réalisés dans

tant de domaines dont dépend le bien-être de l'homme n'ont fait qu'accentuer le souci que causent à l'Organisation l'abîme qui sépare les riches des pauvres, ainsi que l'ampleur et l'urgence des problèmes indissociables que posent la pauvreté, l'alimentation, la population, la condition féminine, l'énergie, les ressources naturelles, l'industrialisation, l'environnement et l'amélioration des systèmes commerciaux et monétaires. L'Organisation a contribué pour une part très importante à identifier ces problèmes fondamentaux, à alerter les Etats et la communauté humaine tout entière à leur existence et à établir le cadre d'une intervention collective.

Ces dernières années, une série de conférences mondiales consacrées à plusieurs de ces questions ont cherché à élucider davantage la nature des difficultés à surmonter, à étudier leurs corrélations, à déterminer les mesures à prendre à moyen et à long terme et à établir des plans d'action qui permettraient de les appliquer. En 1974, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international ainsi que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats; elle a voulu par là fournir un cadre à une coopération multilatérale fondée sur les principes généraux de l'équité et de la justice. Reconnaissons certes que la voie du succès est hérissée d'énormes difficultés, mais reconnaissons aussi la validité d'une méthode qui a conduit la communauté des nations au point d'oser concevoir, pour la première fois dans l'histoire du monde, des objectifs d'une telle ampleur et, à la fois, si rationnels. L'avenir dépendra de la capacité des Etats Membres à concilier les différences qui les séparent encore et à s'accorder sur l'indispensable action commune.

VI

Avant d'aborder les événements de l'année, j'aimerais dire quelques mots de l'image que le public se fait des efforts de l'Organisation. Les attitudes varient, bien sûr, d'une région à l'autre et évoluent selon les questions qui, à tel ou tel moment, préoccupent principalement l'ONU. Nous ne devons pas, me semble-t-il, nous laisser décourager trop aisément par les critiques sévères, voire parfois l'hostilité, que peuvent s'attirer les travaux de l'Organisation de la part de tel ou tel groupe de pays; nous devons au contraire redoubler d'efforts pour faire mieux comprendre au public le labeur inlassable qui se poursuit ici pour résoudre une gamme infinie de problèmes humains.

En même temps, sachons comprendre l'impression d'irréalité qu'éprouvent souvent, même sans raison valable, les témoins de nos travaux. Il a toujours été facile d'afficher un certain cynisme à l'égard de la politique, de la diplomatie et, plus généralement, de la vie publique; ce l'est d'autant plus aujourd'hui, avec les prodigieux progrès des communications modernes. D'une manière générale, le spectacle de la vie publique tend à inspirer aux gens un sentiment d'agacement, et cette réaction est particulièrement marquée dans le cas de la politique internationale, où la recherche de solutions est compliquée de façon chronique par la multiplicité des points de vue et des intérêts des protagonistes.

Il y a là un grave problème, car comment espérer réaliser nos grands idéaux et appliquer les stratégies hardies que l'ONU se propose d'année en année si le public ne nous accorde une compréhension et un soutien suffisamment

massifs pour infléchir le cours des politiques nationales? Or, la nature et les difficultés des relations et de la coopération internationales sont encore trop mal comprises, pour ne pas dire inconnues, de l'opinion mondiale. Tant que le public ne prêterait aux activités de coopération internationale qu'une attention distraite, leurs échecs ou leurs insuffisances n'ayant à ses yeux aucun rapport avec la vie courante, nous n'aurions ni le soutien ni la force qui nous permettraient d'aborder efficacement les nombreux problèmes que pose l'avenir de l'homme et qui sont inscrits à notre ordre du jour. Les réalités d'un monde où chacun est lié à autrui sont encore largement méconnues, et le succès de l'oeuvre de l'Organisation exige que nous fassions tout pour les faire mieux percevoir.

Au cours des trente dernières années, l'Organisation s'est trouvée au point de convergence d'une série de changements révolutionnaires qui ont touché toute l'humanité: révolution technologique; progrès étonnants des techniques d'information et de communication; changement radical de la structure politico-économique mondiale; et désir ardent de justice sociale. Ces phénomènes ont déjà transformé la vie de nombreux pays et commencent à prendre des proportions mondiales. Jamais le besoin de changement, d'un changement ordonné et pacifique, n'a été aussi vivement ressenti. L'oeuvre de l'Organisation constitue un effort sans précédent pour opérer ce changement pacifique, à une échelle gigantesque, par la discussion et la coopération. Rien peut-être ne prouve mieux la vitalité et l'importance de l'Organisation dans le monde actuel que le seul fait d'oser, à trente ans d'âge, entreprendre une aussi vaste tâche. Mais il nous faut gagner à cet effort le soutien et la compréhension du public; l'espoir du succès est à ce prix.

VII

L'année écoulée aura vu un certain nombre d'événements marquants pour la paix et la sécurité internationales. La fin de la guerre qui sévissait en Indochine depuis une génération a amorcé une période de calme relatif, bien que la tension et la discorde règnent encore dans d'autres régions. C'est le moment où toutes les parties réétudient et reconsidèrent leurs politiques. J'espère que cette période de réflexion permettra non seulement de redéfinir les politiques nationales, mais aussi d'envisager la possibilité de relancer, sous des formes adaptées aux réalités contemporaines, les notions de sécurité collective et de responsabilité commune en matière de maintien de la paix par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies.

Nul n'ignore que, dans l'ordre du maintien de la paix et de la sécurité internationales, les résultats de notre organisation ont été très inégaux. A côté de succès relatifs, on peut citer les cas où elle n'est intervenue qu'en pure perte, ou même pas du tout. Au milieu des arsenaux et des appareils militaires gigantesques de notre époque, le monde peut sans doute s'estimer heureux d'avoir pu éviter le pire pendant ces trente années. Mais si nous voulons nous assurer un avenir le moins vivable, nous ne pouvons pas nous permettre de laisser se perpétuer une situation aussi aléatoire et aussi dangereuse. Aucun doute à ce sujet: nous ne pouvons pas ne pas développer la capacité et l'autorité de l'ONU dans ce domaine capital des activités internationales. Un échec sur ce point viderait de leur sens

tous nos autres efforts; mais si nous pouvons enfin trouver une façon plus sûre et plus efficace de sauvegarder la paix, nous serons en voie de réaliser le plus grand des objectifs que les fondateurs de la Société des Nations et de l'Organisation des Nations Unies s'étaient si lucidement fixés. L'échec signifierait que nous continuerions à vivre sous la menace d'une troisième guerre mondiale menée avec les engins de destruction massive, catastrophe sans cesse imminente dont rien ne pourrait vraiment nous garantir.

Il me semble que nous devons faire porter nos efforts sur quatre aspects surtout de ce problème fondamental. Seul un progrès sur les quatre plans à la fois nous permettra de porter le rôle joué par l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales à un nouveau degré où il pourra se développer, et gagner en vigueur et en assurance. Les quatre plans que j'ai à l'esprit sont ceux-ci : le désarmement, le respect des décisions des principaux organes de l'ONU, le développement de ses techniques de maintien de la paix et l'élargissement de son autorité pacificatrice.

VIII

Le désarmement et la réglementation des armements ont été l'un des objectifs initiaux de l'ONU, tout comme ils avaient été l'une des grandes préoccupations de la Société des Nations. Il est admis depuis longtemps qu'une communauté nationale ne saurait exister dans la légalité, en s'appuyant sur des forces de police réduite, si de grandes armées privées demeurent sur son territoire, et rien ne permet de supposer que cette leçon n'est pas valable pour la communauté internationale. Ainsi, il est clair qu'une organisation internationale dont le fonctionnement repose sur le respect de ses décisions et sur les principes de la Charte et du droit international ne sera pas à même d'exercer de façon efficace et sûre son office de maintien de la paix tant que le monde ne connaîtra pas un désarmement substantiel. Par conséquent, à long terme, ce qui rend le désarmement nécessaire, c'est que sans lui notre organisation ne pourra pas jouer convenablement son rôle primordial, rôle qui à l'heure actuelle est indispensable à la survie des sociétés organisées sur la planète.

A court terme, les raisons qui militent en faveur du désarmement sont encore plus impérieuses. Depuis trente ans que l'Organisation des Nations Unies existe et que nous sommes à l'âge nucléaire, il n'a pas été possible, malgré plusieurs accords importants sur la limitation des armements, d'arrêter ou de limiter la course aux armements tant nucléaires que classiques. Le danger de la prolifération nucléaire persiste et s'est même amplifié; les essais nucléaires continuent; les armes sont de plus en plus complexes et meurtrières, et la course technologique aux armements ne cesse de faire entrevoir des innovations encore plus horribles.

Dans un monde que préoccupent de plus en plus les problèmes de la justice sociale, de la faim, de la pauvreté, du développement et d'un partage équitable des ressources, le montant total des fonds affectés aux armements approche de 300 milliards de dollars par an. Jamais encore on n'avait vu s'accumuler en temps de paix une telle quantité d'instruments de guerre. Actuellement, il se vend chaque année sur le marché international pour 20 milliards de dollars environ d'armes.

Aux périls que font courir les arsenaux géants, nucléaires et classiques, des plus grandes puissances s'en ajoute maintenant un autre : la présence, dans certaines des zones les plus névralgiques du monde, d'établissements militaires croissants et rivaux susceptibles de déclencher un nouvel affrontement armé de grande envergure, auquel la possibilité d'une prolifération des armes nucléaires ajoute une dimension nouvelle et sinistre.

C'est pour ces raisons qu'à l'occasion du trentième anniversaire de la signature de la Charte j'ai adressé un appel urgent à tous les pays, grands et petits, pour qu'ils fassent preuve unilatéralement de modération tout en élargissant et en accélérant leurs efforts afin de négocier des accords véritables de limitation des armements et de désarmement. Je crois qu'il est vital, dans l'intérêt du bien-être de l'humanité, voire de sa survie, qu'en ce trentième anniversaire l'Assemblée générale elle-même envisage de réexaminer quant au fond le rôle de l'ONU en matière de désarmement.

Le fait est que l'on ne cesse d'inventer de nouvelles armes, nucléaires et classiques, tandis que les négociations sur le désarmement qui ont lieu dans le cadre de l'ONU n'ont abouti à aucun nouvel accord notable au cours des dernières années. En dehors de l'Organisation, les négociations se déroulent aussi très lentement au regard des périls évidents que je viens de mentionner.

La Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, tenue à Genève en mai dernier, a montré combien il est difficile de concilier les politiques des Etats nucléaires et des Etats non nucléaires. On constate avec satisfaction que de nouveaux Etats sont devenus parties au Traité, le nombre total dépassant maintenant 90. Tous conviennent qu'il est souhaitable et qu'il importe de prévenir la prolifération tant verticale qu'horizontale des armes nucléaires, mais la Conférence a mis en évidence les divergences de vues fondamentales qui persistent au sujet de la mise en oeuvre du Traité.

La conclusion qui s'impose, c'est que l'ONU est loin de jouer un rôle suffisant en matière de désarmement. Que peut-on faire en pratique, dans un esprit réaliste, pour renforcer ce rôle de manière à accomplir les progrès voulus ? On peut chercher des réponses à cette question dans plusieurs grands domaines d'activité. L'action de l'ONU doit être fondée sur des renseignements exacts et adéquats qu'il faut mettre à la disposition des Etats Membres et du public sous une forme appropriée.

On ne saurait procéder à un examen d'ensemble du désarmement sans déterminer la meilleure forme à donner au débat afin que celui-ci porte sur tous les aspects de la question.

Une autre question importante est celle de la structure et des modalités du mécanisme de négociation de l'ONU. Le problème des relations et de la répartition des fonctions entre différents organismes centraux et régionaux de désarmement doit aussi être étudié et précisé.

Ces dernières années, la notion de zone dénucléarisée et l'importance qu'elle présente comme moyen de limiter la course aux armements nucléaires ont suscité un intérêt croissant. Dans un sens, les traités relatifs à l'Antarctique, à l'espace extra-atmosphérique et au fond des mers ont créé

des zones dénucléarisées dans leurs milieux respectifs, qui sont inhabités. Le Traité de Tlatelolco, qui a établi une zone dénucléarisée en Amérique latine — la seule qui ait été ménagée dans une portion habitée du globe —, continue de recevoir des adhésions, et les chefs de file d'autres régions ont manifesté l'intérêt qu'ils portaient à des arrangements de ce genre.

A une époque où les techniques nucléaires se répandent largement et où l'on dispose de quantités considérables de matières fissiles, les zones exemptes d'armes nucléaires offrent aux Etats qui ne sont pas dotés de telles armes le meilleur moyen, et le plus facile, d'assurer de leur propre initiative et par leurs propres efforts l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires et de renforcer leur sécurité mutuelle. Cette solution peut aussi fournir un point de départ logique pour promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans la zone en question, car elle facilite la création de centres régionaux ou internationaux de cycle du combustible, avec les avantages qui en découlent sur le plan économique et sur celui de la sécurité matérielle, afin d'extraire l'uranium, de fabriquer du combustible nucléaire, de retraiter le plutonium et d'évacuer les déchets nucléaires. Surtout, elle peut faciliter l'obtention, auprès des puissances nucléaires, d'assurances de sécurité garantissant que jamais ces puissances n'utiliseront ou ne menaceront d'utiliser des armes nucléaires contre des Etats Membres dans cette zone.

Les zones exemptes d'armes nucléaires n'entreraient nullement en concurrence ou en conflit avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. En fait, elles pourraient offrir un moyen d'élargir et de consolider les objectifs du Traité et contribuer ainsi à renforcer et à promouvoir les conditions de la non-prolifération des armes nucléaires.

J'invite instamment les pays intéressés des différentes régions à se consulter en vue de créer d'autres zones dénucléarisées dans leurs régions respectives. En même temps, j'espère que les puissances nucléaires envisageront de prendre les mesures qui sont nécessaires de leur côté pour faciliter et promouvoir le succès de ces zones.

Enfin, il est clair qu'en matière de désarmement, comme pour beaucoup d'autres entreprises de l'ONU, il importe de suivre continuellement l'application des accords existants. L'entrée en vigueur d'un traité est le début et non pas l'aboutissement d'une action concrète. Le mécanisme nécessaire, en matière notamment de vérification, de contrôle et de coordination, est essentiel si l'on veut que l'effort de désarmement corresponde réellement à l'évolution qu'entraînent les progrès scientifiques et techniques.

J'espère que les Etats Membres accorderont d'urgence une attention nouvelle à ce problème ancien qui n'a jamais été aussi lourd de menaces.

IX

Renforcer le rôle de notre organisation dans le maintien de la paix en veillant à faire généralement respecter les décisions de ses principaux organes, voilà sans doute la tâche la plus difficile de toutes. Et pourtant, comme je le disais l'année dernière dans l'introduction à mon rapport, le respect des décisions des principaux organes de l'ONU, en particulier de celles du Conseil de sécurité, est le nerf du

système de paix et de sécurité internationales envisagé dans la Charte. Il est non moins important que l'Organisation se conforme strictement aux dispositions de la Charte dans ses propres travaux. L'édification d'un système international viable amène fatalement à apporter certaines limitations à la souveraineté nationale, limitations qui, dans certains domaines, sont désormais acceptées. Il n'en est pas moins vrai que depuis 30 ans nous voyons dans presque toutes les régions du monde le nationalisme se réaffirmer avec vigueur. Qui plus est, en période de crise, les considérations intérieures tendent à peser encore davantage sur un gouvernement que des considérations internationales.

C'est en pleine conscience de ces limites concrètes à l'action de l'Organisation des Nations Unies que nous devrions, me semble-t-il, poursuivre la mise au point d'un processus de consultation et de diplomatie discrète grâce auquel on puisse parvenir, même dans les situations les plus critiques, à des décisions constructives et acceptables. Nous ne pouvons pas espérer trouver de solution idéale, de formule magique pour faire disparaître des problèmes séculaires, ni voir s'instaurer en un instant une ère nouvelle de paix universelle. Il faut bien nous résoudre, au prix d'efforts prolongés, pénibles et souvent mal compris, à faire notre possible pour prévenir ou pour contenir les conflits. Il nous faut dans le même temps chercher à constituer, par cette action même, un ensemble de précédents jurisprudentiels qui puissent un jour former un système universellement accepté de maintien de la paix.

X

Quelque réflexion et quelques efforts que l'on ait consacrés aux opérations de maintien de la paix de l'ONU et à leurs possibilités d'avenir, il ne sera manifestement possible d'étendre l'application et de poursuivre le développement systématique des techniques de maintien de la paix que dans la mesure où l'Organisation des Nations Unies sera plus généralement acceptée comme agent du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Jusqu'à présent les opérations de maintien de la paix se sont révélées extrêmement utiles dans certaines situations de conflit. Elles constituent par exemple un élément indispensable au maintien de la tranquillité et à la recherche d'un règlement au Moyen-Orient et à Chypre. Il ne faudrait pas oublier pour autant que les opérations de maintien de la paix de l'ONU demeurent un expédient *ad hoc* auquel on ne peut recourir que moyennant l'acceptation de toutes les parties au conflit. Il ne saurait être question ni de voir dans ces opérations un moyen d'imposer ou de faire respecter les décisions du Conseil de sécurité ni de supposer aux forces de maintien de la paix une vocation d'affrontement militaire. Ces restrictions ne diminuent en rien la très grande utilité des opérations de maintien de la paix, mais elles délimitent de façon précise le genre de situations qui se prête à de telles opérations. Elles peuvent aussi, en période de crise, contribuer à inspirer de fortes désillusions à ceux qui comprennent mal la nature des opérations de maintien de la paix de l'Organisation.

Dans les conditions actuelles, il paraît peu probable que l'idée d'une action coercitive pour instaurer la paix et imposer des solutions, telle qu'elle est exposée au Chapitre VII de la Charte, ait beaucoup de chances d'être appliquée sous ses aspects militaires dans un avenir prévisible. Cela

étant, les mesures de maintien de la paix, dans le contexte d'un renouvellement d'efforts pour renforcer la capacité globale de sauvegarde de la paix de l'ONU, constituent une technique importante qu'il convient de mettre au point et d'asseoir sur une base d'accord de plus en plus large.

Le caractère *ad hoc* et improvisé des opérations de maintien de la paix a également des répercussions concrètes. Ces opérations sont généralement organisées à très bref délai pour faire face à une crise. Elles ne peuvent l'être que si les contingents nationaux voulus sont immédiatement disponibles, et, jusqu'à présent, les gouvernements, quand le besoin s'en est fait sentir, ont répondu positivement aux appels qui leur étaient adressés. Faute de corps permanents de maintien de la paix, ces opérations présentent, surtout au début, des difficultés logistiques et administratives considérables. L'appui financier à leur assurer, surtout si elles se poursuivent pendant plusieurs années, peut également constituer un sérieux problème qui, s'il n'est pas résolu, risque d'imposer une charge excessive aux gouvernements qui fournissent des contingents.

Le principe d'une large représentation géographique est important pour l'équilibre des opérations de maintien de la paix, et, dans ce domaine, nous avons depuis quelques années accompli certains progrès. Mais l'expérience nous enseigne que plus une opération se prolonge, plus il devient difficile d'obtenir les contingents voulus de toutes les régions géographiques, de sorte qu'il n'est pas toujours aisé de maintenir l'équilibre géographique recherché.

Ces problèmes, qui résultent dans une large mesure du caractère improvisé de l'action de maintien de la paix de l'ONU, sont largement compensés par l'appui et par l'intérêt que lui témoignent le Conseil de sécurité et de nombreux Etats Membres. J'espère qu'à mesure que se perfectionnera la technique du maintien de la paix et que s'en élargira le contexte, il nous sera possible d'assurer à ces opérations un appui concret de plus en plus solide.

XI

Les opérations de maintien de la paix, sans pouvoir en elles-mêmes fournir la solution des problèmes politiques, peuvent contribuer fort utilement à créer les conditions de retour au calme essentielles à la recherche d'un règlement durable. Pour continuer à produire cet effet bénéfique, il faut que les opérations de maintien de la paix s'accompagnent d'un effort soutenu pour résoudre les causes profondes du conflit. Cette leçon a trouvé à s'appliquer tant au Moyen-Orient qu'à Chypre, où les mesures de maintien de la paix ont été étroitement associées aux efforts de pacification.

Dans la recherche d'une solution aux problèmes qui menacent la paix et la sécurité internationales, on n'a pas le droit de désespérer, si navrants que puissent être les échecs, et, vu la nature du choix, il n'est pas permis non plus d'abandonner la lutte. Il nous faut bien admettre que certains problèmes ont des racines trop profondes pour pouvoir être résolus à bref délai par la négociation. Le danger est alors qu'un sentiment d'impuissance, en s'exacerbant, pousse à vouloir éliminer le problème par la violence. C'est dans ce genre de situation que le processus de négociation et les divers autres moyens que l'ONU peut mettre en oeuvre fournissent un moyen terme. Ils per-

mettent à la fois d'empêcher qu'on n'oublie le problème et d'entretenir l'effort international entrepris pour le résoudre.

Tout effort de maintien de la paix est double : il s'agit à la fois de nous attaquer au problème immédiat et d'essayer, sur la base des précédents et de l'expérience pratique, de constituer pour l'avenir, conformément aux dispositions de la Charte, un ordre international plus sûr et un système plus efficace. S'il est vrai que les tâches de chaque jour suffisent bien, le plus souvent, à accaparer notre énergie, nous ne devons jamais pour autant perdre de vue les grandes lignes et la structure d'ensemble de l'édifice de paix et de coopération internationales que nous nous efforçons de construire.

XII

Je me sens tenu de mentionner deux cas précis où l'Organisation des Nations Unies joue un rôle central dans le processus de maintien et d'établissement de la paix, à savoir le Moyen-Orient et Chypre. Ces deux problèmes ont été longuement débattus à l'Organisation pendant l'année et ont fait l'objet de rapports détaillés. Outre l'ONU, plusieurs gouvernements et dirigeants se sont efforcés activement d'aider les parties directement intéressées à progresser vers la solution de leurs problèmes.

Au Moyen-Orient, bien que certains jalons utiles aient été posés, les négociations ont beaucoup de mal à atteindre le point où il est possible d'aborder effectivement les problèmes fondamentaux que soulève un règlement juste et durable. De fréquents contacts m'ont convaincu que toutes les parties intéressées désirent la paix, mais la lenteur des progrès faits dans le sens d'un règlement suscite forcément de grandes déceptions et de gros risques de nouveaux conflits. J'espère que malgré ces déceptions aucun geste précipité ne sera fait à aucun niveau, de part ou d'autre, qui puisse compromettre le processus de négociation ou l'utilité de l'aide que l'ONU apporte à toutes les parties afin de réaliser une paix juste et durable dans la région.

Les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies jouent un rôle essentiel en préservant le calme dans la région et en créant une atmosphère propice à des négociations fructueuses. Toutefois, leur efficacité future pourrait être facilement mise en doute si les négociations venaient à perdre de leur élan. En l'absence de progrès, il est à craindre de plus en plus que les pressions ne s'intensifient en faveur de solutions plus radicales et que les chances de parvenir à un règlement ne soient perdues une fois encore.

Au cours des prochains mois, nous aurons à faire face à de nouvelles crises si les négociations en cours ne débouchent pas, grâce à la volonté et à l'esprit de compromis des parties intéressées, sur une heureuse issue, laquelle devrait frayer le chemin pour les étapes suivantes vers un règlement d'ensemble, y compris une solution satisfaisante de la question palestinienne. J'ai à coeur que cette région cruciale du monde ne redevienne pas une fois de plus le théâtre d'une guerre aux conséquences multiples et imprévisibles et que l'Organisation des Nations Unies puisse continuer à s'acquitter de mieux en mieux du rôle constructif qu'elle joue au Moyen-Orient depuis si longtemps.

A Chypre aussi il est urgent de progresser vers un règlement arrêté d'un commun accord. Là encore, la force

de maintien de la paix joue un rôle indispensable en préservant le calme et en accomplissant diverses tâches humanitaires tandis que l'on s'efforce d'obtenir un règlement.

En septembre dernier, immédiatement après les hostilités, les dirigeants des deux communautés chypriotes se sont réunis sous mes auspices pour discuter de questions humanitaires pressantes, et ils ont continué à se rencontrer régulièrement depuis lors. En mars 1975, le Conseil de sécurité m'a prié d'entreprendre une nouvelle mission de bons offices et a demandé que les négociations reprennent sous mes auspices conformément à ses résolutions et à celles de l'Assemblée générale.

Après trois séries de conversations tenues à Vienne avec les dirigeants des deux communautés, quelques progrès limités ont été faits vers l'élaboration d'une formule d'accord qui permettrait aux Chypriotes de vivre ensemble en paix. On ne saurait douter ni des difficultés et complexités du problème de Chypre ni du désir sincère des dirigeants des communautés de les surmonter et d'assurer un avenir de paix à la population de l'île. J'espère qu'au cours de la prochaine série d'entretiens, qui aura lieu en septembre, nous pourrons faire des progrès appréciables dans la voie d'une solution et de l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Ces progrès revêtent la plus haute importance pour la population de Chypre et aussi pour la paix et la stabilité dans l'ensemble de la région.

XIII

L'année écoulée a été marquée, en ce qui concerne le processus de décolonisation de l'Afrique, par un certain nombre d'événements heureux. A l'exception de l'Angola, tous les anciens territoires coloniaux portugais du continent ont accédé à l'indépendance, la transmission des pouvoirs s'opérant dans l'ordre et dans le calme conformément aux accords conclus entre les mouvements de libération intéressés et le Gouvernement portugais. Le Mozambique, qui avait été déchiré par un conflit long et amer, a accédé à l'indépendance le 25 juin 1975; les îles du Cap-Vert et celles de Sao Tomé-et-Principe sont devenues indépendantes les 5 et 12 juillet respectivement.

Malheureusement, en Angola, le passage à l'indépendance n'a pas été pacifique et a été terni par des dissensions internes et des effusions de sang. Les accords d'Alvor entre le Gouvernement portugais et les trois mouvements de libération ont été mis en échec par une série de heurts violents qui ont provoqué de lourdes pertes en vies humaines, le déplacement de milliers de personnes et des dégâts matériels considérables.

J'ai suivi les événements d'Angola avec une profonde anxiété non seulement pour des raisons humanitaires, mais aussi pour les incidences qu'ils risquent d'avoir sur la paix et la sécurité internationales. J'ai fait en sorte d'être tenu informé aussi bien que possible de la situation, dont j'ai eu l'occasion de discuter récemment avec des dirigeants africains à Kampala lors de la Conférence au sommet de l'Organisation de l'unité africaine. A la demande des autorités angolaises, l'ONU a organisé des ponts aériens de denrées alimentaires pour soulager d'urgence les souffrances de la population. J'espère que les dirigeants angolais

répondront aux nombreux appels pressants qui leur sont adressés afin que leur longue lutte pour l'indépendance n'ait pas été vaine.

Une autre région m'a vivement préoccupé ces derniers mois : c'est le Sahara occidental, où les tensions qui règnent tant à l'intérieur du territoire qu'aux frontières ont entraîné une série d'affrontements armés. Durant le mois de juin, je me suis rendu en Algérie, en Espagne, au Maroc et en Mauritanie, et je me suis entretenu de cette question avec les dirigeants de ces pays. Je poursuis mes efforts personnels pour faciliter une réduction des tensions qui aidera à trouver une solution pacifique. Je suis persuadé que le rapport de la mission de visite que le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a récemment envoyée dans la région ainsi que l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice contribueront à éclairer les problèmes lorsque l'Assemblée générale examinera de nouveau cette question à sa prochaine session ordinaire. En attendant, j'espère sincèrement que toutes les parties intéressées feront de leur mieux pour atténuer leurs divergences de vues et pour maintenir le calme dans la région.

En Afrique australe, l'accession à l'indépendance du Mozambique et l'accession prochaine à l'indépendance de l'Angola ont mis en relief plus clairement que jamais la nécessité de trouver une solution aux problèmes de la Rhodésie du Sud et de la Namibie, leurs voisins immédiats. L'accession à l'indépendance du Mozambique signifie entre autres choses que les sanctions seront sans doute appliquées plus vigoureusement et, partant, qu'il faudra prévoir des programmes adéquats d'assistance au Mozambique pour l'aider à faire face aux bouleversements commerciaux qui s'ensuivront. Il ne faut pas sous-estimer le montant de cette assistance. La Zambie, qui a fermé ses frontières avec la Rhodésie du Sud en 1972, a subi des pertes qui s'élèveront sans doute à 310 millions de dollars d'ici à la fin de 1975. Le lourd sacrifice consenti par ce pays pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte fait honneur à son gouvernement et à son peuple et mérite une réaction généreuse de la part de la communauté internationale.

Le fait que le régime minoritaire illégal de la Rhodésie du Sud se refuse à accepter le gouvernement par la majorité a empêché jusqu'à présent la réalisation des aspirations légitimes du peuple du Zimbabwe. Il a également fait échec aux initiatives prises par un certain nombre de dirigeants africains pour trouver une solution juste et pacifique allant dans l'intérêt de tous les intéressés. Il importe que se poursuivent les efforts déployés pour réunir une conférence constitutionnelle qui puisse conduire, dans l'ordre et suivant des modalités concertées, à un gouvernement par la majorité.

Si les événements récents semblent autoriser certains espoirs en Rhodésie du Sud, il n'en est pas de même de la situation en Namibie, qui, malheureusement, ne s'est nullement améliorée pendant l'année écoulée. Le Gouvernement sud-africain n'a pas fourni au Conseil de sécurité les diverses assurances que celui-ci avait demandées en décembre dernier. Le caractère totalement inacceptable de cette situation a été mis en relief très clairement durant les débats du Conseil de sécurité en juin. L'Organisation des Nations

Unies joue en Namibie un rôle crucial qu'il n'est pas question de laisser mettre à l'écart ou rejeter. Il faut donc espérer que, même si le Conseil de sécurité n'a pas été en mesure de prendre une décision, une formule acceptable qui permette à l'Organisation de relever le défi comme il se doit pourra être élaborée.

L'un des plus graves problèmes de l'Afrique australe est celui que continue de poser la pratique de l'*apartheid* et de la discrimination raciale en Afrique du Sud, qui est en conflit direct avec les principes consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et avec les objectifs de l'Organisation. La communauté mondiale et l'Organisation des Nations Unies en particulier se doivent de persister dans leurs efforts pour inciter le Gouvernement sud-africain à abandonner cette politique inhumaine.

L'Assemblée générale a toujours appuyé les aspirations du peuple de l'archipel des Comores à l'autodétermination et à l'indépendance et a affirmé l'unité et l'intégrité du territoire. A la suite du référendum qui a eu lieu en décembre 1974 dans les quatre îles formant l'archipel des Comores et qui a abouti à un vote général en faveur de l'indépendance, le gouvernement élu a proclamé, le 6 juillet, l'indépendance souveraine des îles. Bien qu'une solution définitive de tous les problèmes auxquels se heurte le territoire n'ait pas encore été trouvée, les pourparlers entre les parties intéressées se poursuivent, et il faut espérer que les problèmes en suspens seront résolus dans l'intérêt du peuple comorien.

Par ses divers programmes et organisations, le système des Nations Unies a continué à promouvoir le développement économique de l'Afrique et à lui fournir une assistance humanitaire. Des efforts considérables ont été déployés pour aider à atténuer les pertes et les souffrances causées par la sécheresse tragique dont ont été victimes divers Etats subsahariens de l'Afrique de l'Ouest. La sécheresse semble prendre fin, mais il reste beaucoup à faire pour faciliter le rétablissement et le relèvement des zones éprouvées. Diverses antennes du système des Nations Unies s'emploient également à fournir une aide d'urgence à certains pays de l'Afrique de l'Est qui, du fait de la sécheresse, ont un besoin pressant d'aide humanitaire.

XIV

Comme je l'ai dit, la fin de la guerre d'Indochine a instauré une période de réévaluation et de calme relatif, pendant laquelle les efforts se sont poursuivis pour entretenir le processus de réduction des tensions et d'amélioration des relations entre les Etats les plus puissants.

La signature à Helsinki, par 35 gouvernements, de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe a été le couronnement des longs efforts déployés pour convenir de principes sur la base desquels sauvegarder et consolider la paix en Europe et promouvoir les larges échanges économiques et culturels qui sont indispensables au renforcement de ladite paix. L'Acte final de la Conférence consacre la reconnaissance de deux vérités fondamentales qui sont, à mon avis, de portée universelle : premièrement, que la paix, même lorsqu'elle est réalisée, n'a de solidité qu'au prix d'efforts constants de tous les intéressés; deuxièmement, que la paix ne peut être garantie par l'équilibre militaire seulement. L'incorporation, dans les conclusions de la Conférence, des principes que défend

l'Organisation des Nations Unies confirme le rôle essentiel que l'Organisation doit continuer de jouer afin d'élargir la coopération et la détente et les étendre du cadre régional au monde tout entier. La réduction des tensions entre les pays développés, quelque importante et encourageante qu'elle soit, ne fera pleinement sentir ses effets que lorsqu'elle permettra de retirer des ressources humaines et matérielles à la défense militaire pour les mettre au service du bien-être général de l'humanité. C'est là l'espoir bien naturel de la majorité de la population mondiale, pour qui la faim et la maladie sont encore les compagnons de chaque jour. La réalisation de la stabilité politique dans l'ensemble du monde, qui devrait être le but ultime de la détente, réclame une plus large mise en pratique du nouvel esprit de coopération, accompagnée d'une atténuation progressive des rivalités militaires.

XV

Les grands problèmes économiques et sociaux de notre époque sont intimement liés à la recherche de la stabilité politique, et l'un des aspects les plus importants, à long terme, de l'année écoulée est qu'elle a vu s'intensifier le débat sur l'instauration d'un nouvel ordre économique dans le monde. Le dialogue serré qui a eu lieu entre les Etats industrialisés et les pays en voie de développement sur la forme de l'économie de demain n'a pas d'équivalent dans l'histoire. Sur un sujet aussi vaste et aussi complexe, il est inévitable que des idées tranchées aient été exprimées, et les positions sont sans doute encore fort éloignées les unes des autres. Le rôle qu'a l'Organisation des Nations Unies d'harmoniser l'action des pays a rarement jusqu'ici été mis à l'épreuve sur des problèmes aussi fondamentaux et aussi divers.

Voulons-nous vraiment, dans un souci délibéré de coopération, organiser et contrôler l'interdépendance ? Et, dans l'affirmative, cela peut-il réellement s'accomplir grâce à l'Organisation des Nations Unies, aujourd'hui la seule instance universelle ? La question est là.

Les principaux éléments de ce problème sont bien connus, et chaque année qui passe les rendra plus ardues et plus difficiles à résoudre. Les débats tenus dans diverses parties du système des Nations Unies ont servi à clarifier cet ensemble de problèmes et à exposer avec franchise les avis divergents qu'ont les Etats Membres sur la façon de les résoudre. Ce processus a soulevé quelque inquiétude; il n'en est pas moins un premier pas essentiel vers une approche concertée. A sa septième session extraordinaire, l'Assemblée générale aura pour tâche d'évaluer les obstacles et les contraintes qui gênent la mise en place d'un nouvel ordre économique international.

La nouvelle prise de conscience de ce problème fondamental et, avec elle, la modification spectaculaire de la répartition des richesses et le changement de structure de la puissance économique dans le monde nous donnent comme jamais une chance d'agir. A nous de décider, dans un esprit de respect mutuel, de préoccupation partagée et de confiance réciproque, que cette chance ne sera pas perdue.

Quand on parcourt l'année écoulée, on y voit des signes encourageants qui indiquent que toutes les parties recherchent une solution nouvelle fondée sur la coopération. Les négociations de Lomé, les débats du Commonwealth et

la déclaration de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les relations avec les pays en voie de développement vont dans ce sens. La réunion des pays non alignés à Lima jouera aussi un rôle capital. Il est incontestable qu'une approche concertée, tondée sur la justice et une compréhension mutuelle, servirait au mieux les intérêts à long terme de tous. Si l'on suit cette voie, la situation actuelle, dont on connaît la gravité, pourra au contraire se charger de promesses pour l'avenir.

XVI

L'année écoulée a vu se poursuivre la série de conférences des Nations Unies sur les problèmes mondiaux : population, alimentation, droit de la mer, industrialisation, Année internationale de la femme. La Conférence mondiale de la population a précisé les liens entre population et développement. La Conférence mondiale de l'alimentation a eu le mérite de mettre en lumière les principaux aspects du problème de l'alimentation dans le monde et de fournir un cadre d'action complet et cohérent. Il n'y a plus de temps à perdre pour traduire dans les faits le programme d'action qu'elle a proposé. Les pays en voie de développement connaissent actuellement des pénuries conjoncturelles, et l'on peut prévoir des besoins à long terme. La famine sévit encore dans de vastes régions du monde, ce qui est inadmissible, et la malnutrition est endémique en beaucoup d'endroits. Une conjonction de mauvaises récoltes comme celle que l'on a connue en 1972 risquera toujours de se reproduire tant que l'on n'aura pas constitué des réserves mondiales et qu'il n'y aura pas d'action internationale concertée pour aider les pays en développement à élever le niveau de leur production vivrière.

La deuxième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à Lima, a mis en lumière l'importance capitale de l'industrialisation dans le développement, et les efforts qui doivent être faits pour y parvenir.

La troisième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer a permis de poursuivre la mise en forme de ce qui sera sans doute l'une des conventions les plus importantes jamais élaborées par la communauté internationale. On n'y a pas encore enregistré de succès décisif, mais il importe au plus haut point de maintenir l'élan du processus de négociation. On ne saurait exagérer la complexité et l'importance, à terme, de cette entreprise, qui concerne tous les pays, les pays sans littoral aussi bien que les pays côtiers.

La Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme, qui s'est tenue à Mexico, a représenté une nouvelle façon de s'attaquer à tous les aspects de l'un des problèmes de justice sociale et de relations humaines les plus profonds que le monde connaisse. Il était à prévoir que cette conférence serait matière à controverses et ferait faire beaucoup de bruit; je suis pour ma part convaincu qu'elle a constitué un grand pas en avant. Le plan d'action mondial et les autres recommandations adoptées à Mexico fournissent les principes directeurs et fixent le cadre d'une action future aux niveaux national, régional et international. J'espère sincèrement que nous n'avons pas seulement entamé un processus qui mettra fin rapidement à des siècles d'injustice et de discrimination, mais aussi que nous sommes maintenant pleinement conscients des liens qu'il y

a entre la situation des femmes et d'autres questions urgentes qui préoccupent l'humanité.

XVII

Dans le domaine humanitaire, les besoins ne cessent de surgir, et les organismes des Nations Unies s'efforcent d'y faire face de leur mieux en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge et de nombreuses institutions bénévoles. On s'est particulièrement préoccupé cette année de l'aide dont pourraient avoir besoin les pays de l'Indochine au lendemain de la guerre. Exprimant ma propre inquiétude devant la souffrance humaine et les dévastations frappant cette région, j'ai souligné que l'Organisation des Nations Unies se tenait prête à fournir une assistance humanitaire à tous les peuples de la région, sans discrimination politique d'aucune sorte. En fait, tant le Fonds des Nations Unies pour l'enfance que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés fournissent depuis quelque temps en Indochine une assistance de ce genre à toutes les parties. Ces deux organismes ont intensifié leur action pendant les événements du début de l'année et j'ai créé au Siège un bureau de coordination chargé de veiller à ce que tout soit fait pour répondre rapidement aux demandes d'assistance.

Depuis la Conférence internationale de Paris sur le Viet-Nam, j'ai maintenu le contact en Indochine avec toutes les parties en cause, y compris la République démocratique du Viet-Nam et le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Viet-Nam, afin de faciliter la fourniture d'une aide humanitaire à toutes les populations de la région. Ces contacts ont été utiles, et j'espère que, dans la nouvelle situation qui s'est créée, les organismes des Nations Unies seront en mesure, si on le leur demande, d'aider toute la région à se relever de la guerre interminable qu'elle a connue. J'ai précisé à tous les gouvernements intéressés que nous répondrons à leurs demandes d'assistance autant que le permettront les ressources mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies.

XVIII

Il est d'évidence nécessaire de renforcer les moyens du système des Nations Unies. Sur le plan politique, ces moyens sont surtout limités par la mesure dans laquelle les Etats Membres sont prêts à donner à l'Organisation l'autorité et l'appui nécessaires et à respecter ses décisions. Sur le plan économique et social, il est incontestable qu'une certaine restructuration du système est indispensable si nous voulons nous attaquer avec succès aux grands problèmes que l'interdépendance pose depuis peu à la communauté internationale. Je salue l'effort déployé par les gouvernements pour faire du système des Nations Unies un instrument plus efficace. Ce sera là un aspect important des travaux de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et c'est très attentivement que j'ai lu le rapport établi sur cette question par le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies. Ce rapport fournira certainement une base utile pour évaluer les changements nécessaires, et il aidera aussi les gouvernements à décider de la direction dans laquelle ils souhaitent voir le système évoluer.

Des changements de structure sont souhaitables s'ils doivent rendre le système plus efficace et plus économique.

Mais il est indispensable d'étudier à fond les transformations proposées et d'examiner en détail leurs incidences éventuelles sur le plan des procédures ainsi que dans les domaines administratif, financier et, bien entendu, politique. Il est certainement urgent d'améliorer l'efficacité du système des Nations Unies. Mais je crois devoir répéter qu'aucun changement de structure ou d'organisation n'y parviendra sans l'appui et la compréhension des gouvernements et sans un nouvel effort de leur part pour adopter des politiques cohérentes dans les divers organismes qui constituent le système des Nations Unies.

XIX

Le développement de la fonction publique internationale est un aspect essentiel de l'évolution de l'Organisation des Nations Unies. L'expansion du Secrétariat, comme d'ailleurs les transformations qu'ont subies d'autres éléments de l'Organisation, témoigne évidemment des bouleversements qui sont intervenus au cours des trente années d'existence de l'ONU et des efforts déployés pour y faire face. Il était inévitable que l'augmentation considérable du nombre des Etats Membres, la diversité sans cesse accrue des activités de l'Organisation, la multiplication des conférences internationales, les responsabilités nouvelles exercées par l'ONU dans des situations revêtant un caractère d'urgence et l'évolution politique générale qui caractérise notre époque influent sur l'organisation et les méthodes de travail du Secrétariat.

Les secrétaires généraux successifs se sont rendu compte qu'il n'était pas facile de constituer un corps de fonctionnaires internationaux possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, responsables exclusivement envers l'Organisation et recrutés sur une base géographique aussi large que possible. Je pense pouvoir dire que des progrès constants ont été accomplis à cet égard, mais il demeure nécessaire de s'employer à mieux satisfaire aux trois impératifs principaux que je viens d'évoquer. Il est souvent difficile, pour une raison ou pour une autre, de nommer aux postes importants des candidats de tout premier plan. Du fait que l'ONU est une organisation avant tout politique, il est inévitable que le Secrétariat fasse l'objet de pressions diverses, encore qu'à mon avis les gouvernements se soient en général sérieusement appliqués à respecter les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 100 de la Charte, aux termes duquel chaque Membre de l'Organisation s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Secrétaire général et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche. Il me semble que l'on admet maintenant à peu près partout qu'à long terme l'intérêt bien compris de tous les Etats Membres exige que soient garanties l'objectivité et l'indépendance du Secrétariat.

Satisfaire à l'exigence d'une répartition géographique équitable des postes n'est évidemment pas chose aisée, surtout lorsque le nombre des Etats Membres s'accroît rapidement. Par leur désir de voir un nombre suffisant de leurs ressortissants travailler au Secrétariat, les Etats démontrent l'intérêt qu'ils portent à son action; même s'il est parfois difficile d'y satisfaire dans l'immédiat, c'est là une aspiration qu'il faut considérer comme positive. Des progrès considérables ont été accomplis à cet égard, mais il demeure nécessaire de s'employer sans relâche à améliorer la situation.

Il est un aspect de la répartition des postes où les progrès faits jusqu'à présent sont loin d'être satisfaisants; je veux parler de l'accès des femmes aux postes du Secrétariat, en particulier aux postes de responsabilité. En dépit des difficultés très réelles rencontrées à cet égard, j'entends, avec l'aide et la coopération des Etats Membres, poursuivre l'action entreprise et redoubler d'efforts pour surmonter les obstacles qui s'opposent à ce que les femmes aient plus largement accès aux postes du Secrétariat.

Etant donné que l'Organisation compte maintenant quelque 140 Etats Membres, il est bien évident qu'établir une fonction publique internationale selon les principes énoncés dans la Charte ne va pas sans soulever des problèmes épineux et sans cesse renouvelés. Les conditions particulières à l'Organisation font qu'il lui est difficile d'assurer à ses fonctionnaires des carrières ordonnées selon le schéma rigoureux qui caractérise une administration nationale convenablement gérée; cet état de choses est souvent décourageant pour les fonctionnaires du Secrétariat et pour l'administration, et parfois aussi pour les Etats Membres. Seuls une vigilance de tous les instants et des efforts constants permettront d'atténuer les difficultés rencontrées à cet égard. La création de la Commission de la fonction publique internationale devrait contribuer puissamment à rendre plus efficace l'action que nous menons dans ce sens.

Le Secrétariat est aujourd'hui un corps de fonctionnaires, hommes et femmes, qui, par leur dévouement, leurs qualités de travail et leur expérience, ont joué un rôle capital dans le développement de l'Organisation. Nous disposons là d'une base solide, et j'ai la conviction que, si les Etats Membres veulent bien comprendre et soutenir notre effort, nous pourrons continuer à progresser vers la mise en place d'une fonction publique d'élite à caractère véritablement international.

XX

La situation financière de l'Organisation demeure préoccupante. Du fait de l'inflation et des fluctuations des taux de change, les dépenses inscrites au budget ordinaire se sont accrues à un rythme beaucoup plus rapide qu'au cours des années précédentes où régnait une stabilité plus grande. Par ailleurs, le Secrétariat doit sans cesse entreprendre de nouvelles tâches pour donner suite aux décisions prises au fil de leurs sessions par l'Assemblée générale et les autres organes intergouvernementaux. Il en résulte inévitablement que le taux d'expansion du budget ordinaire de l'Organisation est beaucoup plus élevé qu'on pouvait raisonnablement le prévoir il y a seulement cinq ou dix ans.

A l'heure actuelle, l'Organisation demeure dépourvue de réserves de sécurité. Le Fonds de roulement est maintenant complètement épuisé. Durant l'année écoulée, les multiples initiatives prises en vue d'éliminer ou de réduire le déficit qui s'accumule d'exercice en exercice sont demeurées sans écho; la somme de 10 millions de dollars généreusement offerte par le Gouvernement japonais en janvier 1974 est la dernière en date des contributions volontaires consenties à cette fin. Par ailleurs, la situation de trésorerie de l'Organisation, de mois en mois, dépend dans une large mesure de la plus ou moins grande rapidité avec laquelle les Etats Membres versent les contributions mises en recouvrement, et il se pose parfois à cet égard des problèmes préoccupants.

Au début de cette introduction, j'ai évoqué certaines difficultés financières que soulève l'entretien des forces de maintien de la paix. Ces difficultés sont devenues particulièrement aiguës dans le cas de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, dont l'entretien a toujours été exclusivement assuré grâce aux contributions volontaires des Etats Membres, lesquelles se sont révélées très insuffisantes, eu égard en particulier aux responsabilités accrues que la Force a dû assumer durant l'année écoulée.

J'espère que, lors de sa trentième session, l'Assemblée générale s'attachera sérieusement à rechercher des solutions novatrices aux difficultés pécuniaires de l'Organisation afin que cette dernière, une fois sa situation financière assainie, puisse à l'avenir s'acquitter plus efficacement du rôle que l'on attend d'elle.

Dans l'immédiat, l'action menée dans ce domaine devrait avoir pour but d'assurer le paiement rapide et intégral des contributions mises en recouvrement. Il convient également de poursuivre les efforts déployés pour éliminer le déficit accumulé. Si ces deux objectifs pouvaient être atteints, l'Organisation aborderait l'avenir dans des conditions de sécurité financière beaucoup plus favorables que celles qu'elle a connues durant les trois premières décennies de son existence.

XXI

Il est largement admis que dans le monde d'aujourd'hui aucune autre solution rationnelle ne peut, dans les relations internationales, venir se substituer aux principes et aux procédures de l'Organisation des Nations Unies. La discussion et le compromis sont les seuls moyens connus d'éviter l'oppression, les conflits et le sang. La diplomatie unilatérale et la diplomatie bilatérale ne suffisent plus : elles doivent être complétées par une action collective et une diplomatie multilatérale. Tout cela a été admis en principe par les gouvernements des Etats Membres lorsqu'ils ont souscrit à la Charte. En outre, et de plus en plus, la force des circonstances oblige les gouvernements du monde entier à reconnaître leur interdépendance toujours plus grande. Cela aussi a été admis à l'occasion d'activités récentes à l'Organisation et constitue clairement le thème des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale.

Dans la pratique, néanmoins, on continue manifestement de répugner à donner suite à ces principes généralement admis. Jamais la nécessité fondamentale de transformer radicalement la façon dont les nations conduisent leurs relations réciproques n'a été aussi claire et aussi urgente ; et pourtant des modes de comportement dépassés persistent, et une absence insidieuse de confiance mutuelle tend à faire obstacle à la recherche de solutions nouvelles. A mesure que l'Organisation des Nations Unies prend de l'âge, en conservant d'année en année à son ordre du jour, dans tous les domaines, nombre de problèmes à long terme qu'elle n'a pas pu résoudre, les frustrations et les déceptions produisent inévitablement une tendance dangereuse et de plus en plus marquée à prendre des mesures draconiennes à court terme sans égard aux conséquences qu'elles peuvent avoir à longue échéance.

Nous avons, à l'Organisation des Nations Unies, certains avantages qu'aucune autre organisation internationale n'a

jamais eus. L'Organisation approche de l'universalité. Elle constitue de ce fait une instance où chacun peut se faire entendre et où des antagonistes peuvent communiquer directement sur un terrain commun et avec l'aide et le soutien d'un mécanisme multilatéral. J'espère très vivement que les sentiments de frustration que je viens de mentionner, pour compréhensibles qu'ils soient, ne conduiront pas à compromettre l'utilité que présente l'Organisation pour traiter des problèmes difficiles.

Notre organisation a un autre avantage : c'est la possibilité d'entendre tous les aspects d'une question controversée et de fournir à l'opinion publique mondiale une vue beaucoup plus complète du monde tel qu'il est, et du monde tel qu'il pourrait être, que cela n'a jamais été possible jusqu'à présent. Cela crée aussi parfois des angoisses et des frictions, mais le fait que les relations internationales sont aujourd'hui plus franches et plus ouvertes devrait amener le public à bien mieux comprendre les problèmes auxquels nous devons faire face ensemble.

Il semble probable que les profondes modifications intervenues dans les rapports politiques, économiques et sociaux, tant à l'intérieur des Etats qu'entre les Etats, n'en resteront pas là. Il paraît vraisemblable aussi que la science et la technique continueront de repousser les frontières des connaissances et de créer des possibilités nouvelles qui pourront être utilisées ou pour le bien, ou pour le mal. Nul ne peut douter que des problèmes fondamentaux comme la misère, les pressions démographiques et la disette subsisteront encore pendant de nombreuses années. Et à une époque révolutionnaire comme la nôtre, chaque génération nouvelle apportera sa propre idée – et sa propre contestation – des valeurs humaines fondamentales sur lesquelles repose la société des hommes.

A une telle époque, aucune fonction, si ce n'est le maintien de la paix mondiale et la réduction du péril énorme que constituent actuellement les armements, ne peut être plus importante que de rendre possibles des transformations pacifiques et constructives.

Il est facile de souscrire à des généralisations aussi impeccables et à des principes aussi incontestables. Malheureusement, il n'est pas aussi facile de détourner le cours tumultueux de la politique et des affaires humaines vers les eaux paisibles et canalisées de l'idéalisme et du bon sens. Et c'est là la principale source du sentiment d'irréalité qu'éprouvent, comme je l'ai déjà dit, maints témoins de nos activités.

Avoir duré trente ans, avoir grandi et avoir su s'adapter à un monde en plein changement n'est pas une mince réussite pour une organisation internationale. Avoir évité une troisième guerre mondiale, sur une planète littéralement hérissée d'engins de destruction, n'est pas une mince réussite non plus. Et avoir enclenché le processus qui consiste à chercher à mieux nous connaître nous-mêmes, à mieux connaître les autres et à mieux comprendre nos problèmes communs est une réalisation dont les gouvernements des Etats Membres peuvent à juste titre être fiers.

Mais nous devons maintenant passer des débats à l'action, des affrontements à la coopération et d'une allégeance éloquente aux principes à la tâche bien plus difficile qui consiste à faire de ces principes une réalité. Nous savons tous, au fond de nous-mêmes, que l'Organisation des

Nations Unies ne pourra occuper la position centrale qu'elle devrait avoir dans la vie de la communauté mondiale et qu'elle ne pourra s'acquitter du rôle pour lequel elle a été conçue que lorsque l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et les autres organes de l'Organisation seront devenus, dans une mesure bien plus large que ce n'est actuellement le cas, le lieu central d'harmonisation des politiques nationales. Entre-temps, et quelles que puissent avoir été les réalisations des trente dernières années, le grand public continuera de mettre en doute la valeur

concrète de l'Organisation des Nations Unies en tant que gardienne de la paix et garante de l'avenir.

Le Secrétaire général,



Kurt WALDHEIM

Le 11 août 1975

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
